



**Décision n° CODEP-LIL-2017-027306 du Président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 10 juillet 2017 autorisant Electricité de France – Société Anonyme (EDF-SA) à modifier temporairement les règles générales d’exploitation des installations nucléaires de base n° 96 et 97 situées dans la commune de Gravelines (Nord)**

Le Président de l’Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l’environnement, notamment son articles L.593-15 ;

Vu le décret du 24 octobre 1977 modifié autorisant la création par Electricité de France de quatre tranches de la centrale nucléaire de Gravelines dans le département du Nord ;

Vu le décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 modifié relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives, notamment ses articles 4 et 26 ;

Vu l’arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la demande d’autorisation de modification notable transmise par courrier D305216055397 du 19 octobre 2016 ;

Considérant que, par courrier du 19 octobre 2016 susvisé, EDF-SA a déposé une demande d’autorisation de modification des règles générales d’exploitation des réacteurs n° 1 à 4 de la centrale nucléaire de Gravelines à des fins de réalisation d’enquêtes préalables à des travaux ; que cette modification constitue une modification notable de son installation relevant du régime d’autorisation de l’ASN régi par l’article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé ,

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

EDF-SA ci-après dénommée « l’exploitant », est autorisée à modifier temporairement les règles générales d’exploitation des installations nucléaires de base n°96 et 97 dans les conditions prévues par sa demande du 19 octobre 2016 susvisée.

## Article 2

La modification autorisée par la présente décision est valable lors de l'arrêt programmé en 2017 pour le réacteur n°1, lors de l'arrêt programmé en 2018 pour le réacteur n°3, lors de l'arrêt programmé en 2019 pour le réacteur n°2 et lors de l'arrêt programmé en 2021 pour le réacteur n°4.

## Article 3

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification,
- par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication.

## Article 4

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à EDF-SA et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Montrouge, le 10 juillet 2017

P/Le Président de l'ASN et par délégation,  
Le directeur général adjoint,

*Signé*

Julien COLLET